

LA PRÉFÈTE



Ajaccio, le 28 juin 2018

Monsieur le Président,

Par votre lettre du 27 juin, vous appelez mon attention sur les incidences du jugement du 1^{er} mars dernier du tribunal administratif de Bastia.

En premier lieu, Monsieur le Président, je partage, avec l'ensemble de mes services, la préoccupation majeure de la préservation des espaces agricoles, enjeu essentiel pour l'ensemble du territoire corse.

Par jugement en date du 1^{er} mars 2018, « Commune de PERI », le tribunal administratif de Bastia a annulé partiellement la délibération n° 15/235 AC du 2 octobre 2015, par laquelle l'Assemblée de Corse a approuvé le PADDUC et cela « en tant qu'elle arrête la carte des espaces stratégiques agricoles ».

Toutefois, tout en annulant la carte des ESA, le juge, dans son considérant n° 16, rappelle « qu'en application du II de l'article L4424-11 du code général des collectivités territoriales, les dispositions du PADDUC relatives aux espaces stratégiques agricoles sont opposables aux tiers en l'absence de document local d'urbanisme dans le cadre des procédures de déclaration et de demande d'autorisation prévues au code de l'urbanisme ».

En synthèse, et comme vous le rappelez, bien que la cartographie des ESA ait été annulée pour des raisons de forme, les espaces stratégiques agricoles, dont les caractéristiques sont définies par le PADDUC (potentiel agronomique, taux de pente, irrigation) sont bien toujours opposables aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.

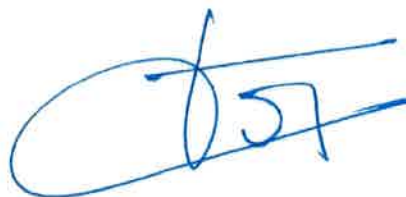
Les services de l'État, chargés de l'application du droit des sols dans les communes couvertes par le RNU, prennent donc parfaitement en compte les conséquences du jugement du 1^{er} mars. Ces dispositions ont d'ailleurs été rappelées par mon prédécesseur par lettre du 16 mai dernier, adressée aux maires des communes pour lesquelles les services de l'État assurent l'instruction du droit des sols ou produisent les avis conformes le cas échéant. Ce courrier rappelle de façon très précise les différentes situations d'instruction et définit les modalités concrètes de prise en compte des ESA, jusqu'à préciser la rédaction des considérants à intégrer dans les décisions. Vous trouverez cette lettre jointe à la présente.

Monsieur Gilles SIMEONI
Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Corse
22 cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO CEDEX 1

Soyez ainsi assuré, Monsieur le Président, que les services de l'État respectent rigoureusement les dispositions du PADDUC, notamment la prise en compte des espaces stratégiques agricoles dans le cadre de leurs missions d'instruction et de contrôle de légalité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Bien à vous

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and the number '57'.

Josiane CHEVALIER